

# L'espoir des Roms de Roumanie

« La Croix » brosse le portrait de quatre Roms qui se sont insérés dans la société roumaine, souvent en brisant les clichés véhiculés au sein de leur communauté [P. 2 à 4](#)



De jeunes Roms et leur institutrice dans une école de Vizuresti, en Roumanie, où une ONG a mis en place un programme éducatif spécialisé.

## Les Roms de Roumanie, au-delà des clichés

*MARIANNE MEUNIER (envoyée spéciale à Bucarest)*

**Beaucoup plus nombreux qu'en France, les Roms de Roumanie – 1,85 million de personnes, soit 8,3 % de la population – y sont l'objet d'autant de préjugés : voleurs, trafiquants, pauvres par choix... Enracinées dans les esprits, ces idées reçues traversent**

toute la société. Elles résistent au temps, aux quelques programmes de discrimination positive (dans les universités notamment) et aux divers plans nationaux élaborés avec le soutien des institutions européennes en vue de l'« inclusion » des Roms ou de l'« amélioration » de leur « condition ».

Les chiffres placent les Roms en marge de la société roumaine. Habitant pour leur grande majorité à la périphérie des villes, ils sont 40 % à vivre dans la pauvreté. Seulement 35 % d'entre eux ont un emploi (pour une moyenne nationale de 58 %) et quatre jeunes sur cinq âgés de 15 à 18 ans ne vont plus à l'école. Sur le marché du travail, pour l'accès aux soins ou au logement, ils ne profitent que théoriquement des mêmes droits que leurs compatriotes non roms.

Mais ces écarts ne tiennent pas, comme il est souvent dit, aux spécificités supposées d'une culture qui imposerait la pauvreté et la marginalité comme un mode de vie, une marque de fabrique. Le « vrai » Rom ne doit pas nécessairement être pauvre ou vivre en marge de la société. Une étude réalisée en 2010 par la Fondation Soros montre que 81 % des Roms roumains estiment ne pas avoir un mode de vie « décent ».

Il y a aussi ces Roms roumains qui, s'ils ne sont pas la majorité, considèrent avoir « réussi » et être respectés tout en continuant de revendiquer leur identité. La Croix est allée à leur rencontre. Ils racontent leur parcours, livrent leur analyse des « blocages », chez les non-Roms mais aussi chez les Roms, expliquant la stigmatisation dont la majorité fait l'objet en Roumanie, en France et dans la plupart des pays d'Europe. À l'heure où la crise économique nourrit le nationalisme, les Roms sont parmi les plus exposés aux phénomènes de peur et de rejet de l'autre.

## REPÈRES

### LES ROMS, CHIFFRES ET ORIGINES

**Les Roms en Roumanie** • D'après le dernier recensement de 2002, 535 000 Roumains sont roms. Mais d'après le Conseil de l'Europe, les Roms sont 1,85 million en Roumanie (soit 8,32 % de la population). Cet écart s'explique par la réticence de nombreux Roms à se déclarer comme tels lors des recensements. Reste que parmi tous les pays d'Europe, c'est en Roumanie qu'ils sont le plus nombreux.

• Du XIV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, dans les principautés de Valachie et de Moldavie, les Roms étaient des esclaves des seigneurs locaux. Ils pouvaient être vendus, échangés, victimes de sévices. Il leur faudra attendre 1855 et l'abolition de l'esclavage dans ces principautés pour être affranchis.

**Les Roms en Europe** • D'après le Conseil de l'Europe, les Roms sont 11,2 millions en Europe continentale, dont 6 millions dans l'Union européenne. Ils sont 15 000 en France.

**L'origine des Roms** Les Roms ne forment pas un groupe homogène. Ils partagent une langue, le romani, apparentée au sanskrit, autrefois parlé en Inde, ce qui situe leur origine géographique dans cette région, qu'ils auraient quittée avant le Xe siècle vers l'Europe. Mais compte tenu des nombreuses migrations qui ont suivi et des mélanges de population, il est impossible de soutenir que tous les Roms viennent d'Inde. La multiplicité des termes pour les désigner – Tsiganes, Manouches, Gitans, Sintis – témoigne de cette diversité.

**Les fonds européens** • Au nom de l'égalité et de la lutte contre les discriminations, l'Union européenne a fait de l'intégration des Roms une priorité. En 2011, la Commission a demandé à chaque État membre d'élaborer une « stratégie nationale d'intégration des Roms ». Après les avoir évaluées, elle a regretté que seuls 12 États aient

donné un financement précis de leurs projets. La Roumanie en fait partie, prévoyant de dépenser 51 millions d'euros en quatre ans pour l'intégration des Roms. La Commission n'a pas créé de budget spécifique, mais les États peuvent puiser dans une enveloppe prévue pour l'« *inclusion sociale* », d'un montant global de 26,5 milliards d'euros pour la période 2007-2013.

## **Ils sont roms et ils ont « réussi »**

### **Le succès grâce à l'exil**

Damian Draghici M. M.

**► Conseiller politique, activiste associatif, coiffeur renommé ou étudiante brillante, ces quatre Roms roumains ne correspondent en rien aux préjugés liés à leur origine. Ils ont suivi des voies qui les ont conduits à devenir des figures respectées dans leur pays.**

Conseiller du premier ministre

Damian Draghici ne tient pas en place dans son étroit bureau du palais Victoria, siège du gouvernement roumain. Il se lève, marche, tire sur un cigare entre deux phrases, se rassied, se relève, puis hausse le ton : « *Vous comprenez, leur grande erreur au gouvernement et au Parlement, c'est de faire des plans pour les Roms sans leur demander leurs besoins.* »

Conseiller auprès du premier ministre pour les Roms depuis juin, ce virtuose de la flûte de pan, reconnu par les spécialistes, a adopté la mise de sa nouvelle fonction : costume cravate et cheveux coupés ras. Mais il conserve, intacte, sa liberté de ton. C'est celle d'un enfant rom né à Bucarest en 1970, qui devait avoir le destin de son père pour seul horizon – simple musicien en Roumanie – et, par chance ou ténacité, en a touché un tout autre.

À 18 ans, Damian Draghici fuit, seul, la Roumanie communiste. À pied, il gagne la Grèce. Il commence par jouer de la flûte de pan dans les rues d'Athènes, puis se produit dans les bars avec un groupe. Repéré par une filiale néerlandaise de Sony, il est mis en contact avec une délégation du Berklee College of Music, une école située à Boston (ÉtatsUnis), en visite en Grèce. Après une audition, en 1996, il est sélectionné par ce prestigieux établissement à la renommée internationale.

L'histoire se poursuit aux ÉtatsUnis. À Boston d'abord, où il obtient son diplôme en un an et demi au lieu de quatre. À Los Angeles ensuite, où il s'établit, enregistre des albums – laissant libre cours à son penchant pour le jazz et John Coltrane. Il donne aussi des concerts.

**« L'une des choses les plus importantes pour expliquer ma réussite, c'est que j'ai quitté ma famille et mon environnement, dit-il. La discrimination**

***commence à la maison, on te dit tu es un Rom, et tu penses que tu dois faire comme eux. »***

Damian ne rompt pas avec la Roumanie. En 2001, il se produit devant 70 000 spectateurs, avec un orchestre et des danseurs, en plein air à Bucarest. S'admettant « *un peu grande gueule* », il dénonce les manquements aux droits de l'homme dans des interviews. « *Ce n'était pas mon intention, mais je suis devenu un activiste* », racontet-il. Il est fait « ambassadeur rom » pour l'année européenne pour l'égalité des chances, en 2007. Le rapprochement s'opère alors avec les milieux de défense des Roms et la sphère politique roumaine l'identifie comme un porte-parole de la cause, ce qui le conduit auprès du premier ministre aujourd'hui.

« *Mais je suis juste un citoyen qui tente de faire quelque chose* », assure-t-il.

## **Le combat contre l'autocensure**

**Gelu Duminica M. M.**

Activiste associatif, Gelu Duminica, 35 ans, annonce la couleur sans préambule : « *En général, quand les Roumains pensent aux Roms, ils pensent à des gens qui sentent mauvais et qui volent. Mais moi, je suis Rom, je lave mes chemises, je mets du parfum et je ne vole pas.* » Ce sont ces préjugés que le directeur exécutif d'Impreuna (« ensemble », en roumain), une association qui travaille pour l'intégration des Roms en Roumanie, entend combattre. Omniprésents dans la société roumaine non rom, ils le sont aussi, d'après lui, chez les Roms eux-mêmes, qui pratiquent une forme d'autocensure : « *Je n'imaginai pas que je pouvais faire autre chose que mon père* », dit-il dans un sourire dont il se défait rarement.

À Galati, sur les bords du Danube, le père de Gelu était ouvrier sur un chantier naval. Il avait arrêté l'école après la fin du primaire. Illettrée, sa mère était femme de ménage et vendait des semences. Comme ses trois autres frères, Gelu Duminica a fait des études à l'université. Titulaire d'un master en politiques sociales européennes et doctorant en sociologie, il est aujourd'hui l'une des figures les plus célèbres et les plus écoutées dans le milieu associatif rom.

Selon lui, il doit sa réussite à sa mère, qui n'a jamais transigé sur l'importance des études et a dissuadé son fils d'être apprenti. À son père aussi, qui lui a « *toujours dit que pour réussir, il fallait être deux fois mieux que les non-Roms* ». Il reconnaît aussi avoir profité du système de discrimination positive pour son admission à l'université de Bucarest. « *J'y étais l'un des seuls Roms, mais je ne me suis jamais senti discriminé* », se souvient-il.

Par souci d'intégration de leurs enfants peut-être, les parents ne leur ont jamais appris le romani.

« *Mon père disait : "Vous n'avez pas besoin de cela"* », raconte-t-il. Mais le même père s'est opposé – avant d'accepter – à ce que son fils épouse une non-Rom : « *Mon père a dit non, et je me suis affirmé* », conclut Gelu Duminica.

Sûr de lui, il tente avec Impreuna de décomplexer les membres de la communauté rom, notamment par des programmes de communication. **« Certains Roms ont encore une mentalité d'esclave, regrette-t-il. Il faut introduire chez eux la volonté de changer. »**

## Le talent qui affranchit

**Cornel Necula Coiffeur branché** JoNas MERCIER

L'expérience est décoiffante, le concept totalement nouveau. Cornel Necula a voulu un salon de coiffure qui fasse le pied de nez à tout ce qui existait jusqu'à maintenant. Ici, pas de magazine « people » dans la salle d'attente, mais les 16 volumes de l'encyclopédie *Britannica* et des magazines de voyage.

*« Nous luttons contre absolument tous les préjugés : ceux qui collent à la peau des Roms comme ceux qu'on a l'habitude d'avoir sur les salons de coiffure, lâche sans détour le jeune homme. Notre cliente type ? Une femme sans âge, sans formes, sans appartenance ethnique et sans statut social. »*

Cornel Necula n'a plus rien à prouver. À 32 ans, il est l'un des meilleurs coiffeurs-stylistes de Bucarest. **Le salon qu'il vient de lancer était le nouveau défi dont il avait besoin, à savoir lutter contre toute forme de racisme et de discrimination, ciseaux à la main.** *« Des clientes sont surprises lorsque je leur dis que je suis rom »,* dit-il en esquissant un large sourire. Pour cet expert du dégradé, l'intégration n'a jamais posé problème.

Cornel Necula a grandi dans un quartier populaire de la capitale roumaine. Sa mère, coiffeuse, lui transmet le virus. Pendant sa jeunesse, il se fait la main sur ses amis du quartier à qui il coupe les cheveux gratuitement. Son talent inné et plusieurs formations font le reste. *« Quand tu fais quelque chose de bien, tu n'es plus un Tsigane pour les autres, dit-il. Pour la majorité des Roumains, Tsigane veut dire voleur. »*

Son salon de coiffure, Cornel Necula l'a appelé United Colors et il n'a pas voulu en faire un refuge communautaire. Sur la dizaine d'employés qu'il compte, aucun n'est rom. La décoration est faite de graffitis aux couleurs vives et de messages de tolérance. Dès l'année prochaine, sa petite équipe va organiser des ateliers de formation au métier de coiffeur avec des handicapés. Il multiplie également les événements dans les clubs branchés de Bucarest et profite de ses démonstrations de coiffure pour parler de racisme et de sexisme. *« En Roumanie, l'intégration reste difficile car il existe trop de préjugés. Et c'est par l'éducation que les choses changeront »,* conclut-il.

## Un pied dans la classe moyenne

**Alis Gusa étudiante en sociologie** JoNas MERCIER

Le jour où elle a annoncé à toute sa classe qu'elle était rom, Alis a ressenti un mélange de honte et de libération. *« Un silence pesant s'est fait autour de moi et*

*c'est à ce moment que j'ai décidé que j'allais assumer sans complexe mon identité », lâche la jeune fille aux yeux en amande et aux cheveux attachés en queue-de-cheval.*

C'était il y a un an tout juste et Alis était en dernière année de licence d'économie dans une prestigieuse université de Bucarest. Il lui aura donc fallu vingt-deux ans pour assumer pleinement ses origines. **« Très peu de gens savent que je suis rom, car jusqu'à maintenant je ne le disais pas. J'ai même parfois menti pour ne pas l'avouer »**, confie-t-elle.

Alis Gusa vient de commencer des études de sociologie et espère bien se lancer le plus rapidement possible dans la recherche. Elle fait partie de cette nouvelle génération de Roms intellectuels libérés de tous complexes. Cette émancipation n'est toutefois pas synonyme de rupture. En plus de ses études, elle est impliquée dans une association pour le développement des métiers traditionnels des communautés roms. *« Moi, je suis totalement assimilée, reconnaît-elle pourtant. Je n'ai jamais parlé la langue romani et aujourd'hui, le seul lien qui me rattache encore à mon identité rom, ce sont mes grands-parents. »*

Originaire d'une petite ville située à une centaine de kilomètres de Bucarest, Alis vient d'une famille de la classe moyenne, bien intégrée dans la société roumaine. Sa mère est assistante dans une pharmacie et son père tient une petite épicerie de quartier. Ce sont eux qui la soutiennent financièrement pendant ses études. *« Je pense que l'intégration des Roms dépend beaucoup du milieu dans lequel ils se trouvent, explique-t-elle. Quand j'étais petite, j'ai vécu à la campagne et on m'a fait sentir d'une façon très directe et même traumatisante que j'étais rom. Les choses ont changé quand j'ai déménagé en ville et aujourd'hui, je ne ressens plus aucune discrimination dans le milieu académique. »*

## PAROLES

### « On veut appliquer aux Roms des spécificités »

**SAMUEL DELEPINE**, maître de conférences en géographie sociale à l'université d'Angers (1)  
RECUEILLI PAR **MaRIaNNE MEUNIER**

« Il est normal de pratiquer une veille attentive à l'égard d'un groupe victime de discrimination. Dès qu'il y a une injustice, il faut réagir. Mais traiter la question de la pauvreté des Roms de manière autonome, avec des programmes qui leur sont spécifiquement réservés, alors que d'autres groupes de population souffrent de pauvreté, revient à ethniciser les politiques publiques et alimente l'idée de l'existence d'une "question rom". Cela entretient la marginalisation. On veut appliquer aux Roms des spécificités, comme le nomadisme, l'entre-soi, le folklore, la pauvreté, qui sont tout à la fois réductrices et hors norme par rapport au modèle dominant. Ainsi les Roms constituent-ils une population à inclure ou à stigmatiser, selon les circonstances politiques. Certains Roms eux-mêmes s'inscrivent dans ces schémas-là, qui ont un complexe d'infériorité et acceptent l'idée d'un modèle dominant. »

(1) *Atlas des Tsiganes, les dessous de la question rom*, Autrement (2011), 19 €.



Cornel Necula : « Nous luttons contre absolument tous les préjugés: ceux qui collent à la peau des Romis comme ceux qu'on a l'habitude d'avoir sur les salons de coiffure. »



Damian Draghici : « Le discrimination commence à la maison. »



Alis Gusa : « Je ne ressens plus aucune discrimination dans le milieu académique. »



Gelu Dominica : « Mon père m'a toujours dit que, pour réussir, il fallait être deux fois mieux que les non-Romis. »

# A Lyon, la préfecture veut insérer les Roms par le travail

BÉNÉVENT TOSSERI

Lyon De notre correspondant régional

▸ La préfecture du Rhône a procédé en début d'année à la régularisation d'une centaine de Roms. ▸ Elle a missionné l'association Forum réfugiés pour les accompagner vers l'emploi. ▸ Cette expérimentation préfigure la levée, fin 2013, des mesures transitoires entravant la libre circulation des citoyens roumains et bulgares.



Un camp de Roms à Bron (Rhône) en février dernier. La préfecture a passé un accord avec 22 familles roms : en échange d'un « comportement exemplaire », elles sont accompagnées vers l'insertion.

La nouvelle vie de Sériciréa Miclescu tient dans son portefeuille. Une carte bancaire, une carte Vitale et un titre de séjour daté du mois de février. C'est le bien le plus précieux de cette mère de trois enfants. À 35 ans, ce sésame va lui permettre d'emménager dans un quatre pièces, à Bron, en banlieue est de Lyon. Le premier appartement de la vie de cette « Tsigane » originaire de Craiova (Roumanie) qui, après la disparition de ses parents, a passé toute sa vie en errance forcée entre l'Italie, la Roumanie et la France, où elle est arrivée en 2009. De squat en squat, elle ne compte plus les expulsions. Celles-ci se sont poursuivies à un rythme soutenu ces derniers mois dans l'agglomération lyonnaise où vivent, selon la préfecture, quelque 2 000 Roms. Jusqu'à ce qu'elle et d'autres familles soient hébergées dans la nef, puis les sous-sols d'une église du quartier de Gerland. Le début d'une nouvelle vie.

Car depuis, discrètement, la préfecture du Rhône a décidé de régulariser ces familles, ainsi que d'autres campant sur le terrain d'un promoteur immobilier. En tout, 105 personnes (22 familles) sont concernées. L'accord est simple : en échange d'un comportement exemplaire, décrit par contrat, ces personnes sont accompagnées vers l'insertion. Pour Jean-François Carencio, préfet du Rhône, qui a procédé à plusieurs centaines d'expulsions cette année, les Roms « *ne sont pas une question que l'on règle mais un problème que l'on gère* ». Cela n'empêche pas, poursuit-il, d'expérimenter des « *solutions* ». Du moins pour les Roms qui manifestent une claire



volonté « *d'intégration, voire d'assimilation, ce qui suppose de ne pas demeurer au sein de leur communauté* », insiste le préfet, hostile à l'idée des « villages d'insertion ».

Quatre personnes de l'association Forum réfugiés suivent les bénéficiaires de cette opération de régularisation, dans le cadre d'une mission baptisée « Andatu » (« pour toi » en langue rom). S'il est « *difficile de construire une doctrine sur cette expérience, tant le surinvestissement est important* », explique Jean-François Ploquin, directeur de Forum réfugiés, celui-ci se félicite que la préfecture du Rhône, en « *précurseur, ait préféré tenter quelque chose plutôt que rien, en s'appuyant sur la circulaire incitant les préfets à dépasser la simple exécution des décisions judiciaires qui ordonnent l'évacuation des terrains illégalement occupés* ».

De fait, le premier bilan de l'opération offre déjà des « *motifs de satisfaction* », poursuit Jean-François Ploquin. La moitié des enfants étaient jusqu'à présent scolarisés. Ils le sont tous désormais, de l'école primaire jusqu'au secondaire, à l'instar de cet adolescent inscrit en carrosserie dans un lycée professionnel. Leurs parents vont également en cours, avec un taux d'assiduité de 80 %. Deux demi-journées par semaine, dans les locaux de Forum réfugiés, ils suivent des cours de français. Dix-sept d'entre eux n'ont jamais été scolarisés, et seules cinq personnes ont un niveau jugé suffisant pour décrocher un diplôme « *qui leur permettra d'intégrer une formation professionnelle* », précise Damien Malard, chef du projet Andatu. Or c'est là l'objectif prioritaire, une fois qu'ils seront installés dans leur logement.

Tous doivent emménager dans le parc social d'ici au 1er janvier. Ils seront alors mis en relation avec divers acteurs, « *mairie, centre social, collège, Pôle emploi* », énumère Damien Malard, et « *on pourra commencer à devenir plus exigeants* ».

Pour l'heure, sur quarante adultes, huit ont signé des contrats à durée déterminée dans le domaine des espaces verts, de l'aide à la personne ou de la livraison. Autant sont positionnés sur un emploi. Depuis début juillet, Sériciréa se rend vingt heures par semaine à l'atelier de couture Fil en forme. Elle ne ressent plus « *le stress* » et « *la honte* » de devoir « *faire la manche* ». **Ses enfants ont repris le chemin de l'école. Faire en sorte qu'ils y restent est, dit-elle, « la mission de (sa) vie ».**

Dans l'appartement provisoire où Sériciréa cohabite avec deux familles, une femme fait des ménages dans les bureaux, un homme a vendangé dans le Beaujolais accompagné de deux autres Roms. Ils s'expriment mal en français, explique Sériciréa. « *Cette expérience permettra de tester leur niveau, les employeurs feront en sorte qu'ils soient séparés dans les vignes* », précise Guylène Constable, responsable de l'insertion professionnelle.

Les contrats de travail ne doivent pas excéder 26 heures, pour permettre à tous d'assister aux cours de français. Difficile à admettre parfois pour des personnes qui veulent travailler à tout prix. *sont très pressants*, rapporte Damien Malard. *Ils ont du mal à comprendre qu'ils peuvent avoir des exigences et se projeter dans l'avenir en misant sur des formations.* » Et qu'une fois passés leurs contrats en insertion, ils

devront être prêts pour prendre un emploi de droit commun. Le préfet est clair sur ce point : « *Il faut qu'ils sortent du dispositif* » le plus vite possible. Et par le haut.

Jusqu'à présent, il n'y a rien à reprocher aux nouveaux « employés ». « *Aucun problème de comportement n'a été signalé*, rapporte Damien Malard. *Au contraire, ils sont jugés compétents, assidus, ponctuels et investis dans leur travail.* » Pour l'heure, le préfet juge l'expérimentation positive. Au point d'avoir demandé une nouvelle enveloppe budgétaire au gouvernement pour accompagner d'autres Roms dans le cadre d'un dispositif dont le coût est estimé à 3 500 € par personne et par an. Il l'a obtenue. Dès le 1er novembre, 150 nouvelles personnes intégreront le dispositif. Au risque d'un appel d'air ? L'une des sœurs de Sériréa est arrivée récemment à Lyon, en provenance d'Espagne. Ce matin-là, elle prend ses trois garçonnetts par la main pour aller mendier. Et cherche à repérer « *une baraque* » pour se mettre à l'abri. Sériréa sait qu'elle ne pourra pas l'accueillir dans son futur logement. À cette pensée, elle a le cœur serré. « *Je sais ce qu'est sa vie...* » Une autre de ses sœurs est installée à Reggio nell'Emilia, en Italie, où elle fait des ménages, alors que son mari est cantonnier. « *Ils ont fait leur vie là-bas, tout va bien.* » Elle n'espère rien de plus.